

Rapport du Président

Commission Permanente du
vendredi 3 juillet 2009

Service instructeur

Service des Actions Educatives et de la
Jeunesse

N° CP-2009-10-8-5

Service consulté

**FONCTIONNEMENT DES COLLEGES PUBLICS
EXPERIMENTATION DU MANUEL NUMERIQUE**

Résumé : *Le Département a décidé de participer à l'expérimentation du manuel numérique, dans les classes de sixième de deux collèges. Une convention est à signer avec l'Etat.*

Par délibération du 29 mai 2009, la Commission Permanente a décidé la participation du Département à l'expérimentation du manuel numérique, proposée par le Ministère de l'Education Nationale, au niveau des classes de sixième, dans les collèges Lucien HERR à ALTKIRCH et Georges FORLEN, à SAINT-LOUIS.

Une subvention exceptionnelle de 58 800 € a été attribuée aux deux établissements, à cette occasion, par le Département, pour l'acquisition de matériel (tableaux blancs interactifs et ordinateurs). L'Etat, de son côté, subventionne l'acquisition des licences.

Le Ministère souhaite qu'une convention soit passée entre les parties concernées, conformément au document joint en **annexe** au rapport.

Je vous propose de m'autoriser à signer cette convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE PRESIDENT



Charles BUTTNER

CONVENTION

Entre

Le ministère de l'Éducation nationale

110 rue de Grenelle, 75007 Paris

représenté par le sous-directeur des technologies et de l'information et de la communication pour l'éducation,

Monsieur Jean-Yves Capul

ci-après désigné par « le Ministère »

et

Le rectorat de l'académie de Strasbourg

6 rue de la Toussaint

67000 Strasbourg

représenté par le recteur d'académie,

Madame Claire Lovisi

ci-après désigné par « le Rectorat »,

et

Le conseil général du département du Haut Rhin

100 avenue d'Alsace

68000 Colmar

représenté par le président du conseil général,

Monsieur Charles Buttner

ci-après désigné par « le Conseil général »,

Ci-après désignés par « les Parties »

Préambule

Dans le cadre du développement des usages pédagogiques des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le ministère de l'Éducation nationale a engagé une réflexion autour du manuel numérique, en particulier afin d'alléger le poids du cartable des élèves.

Les efforts conjoints des collectivités locales et de l'éducation nationale permettent aujourd'hui la généralisation des espaces numériques de travail (ENT) mis en place pour les communautés éducatives de collèges. Les utilisateurs de ces ENT souhaitent accéder aux contenus de manière simple et transparente.

Afin de répondre à ces attentes, le Ministère a décidé d'impulser et de soutenir l'opération « Manuels numériques et ENT » qui débute en septembre 2009 dans une vingtaine de départements ayant engagé une généralisation d'ENT en collège : il s'agit d'expérimenter l'utilisation de manuels scolaires en 6^e dans leur version numérique à travers les espaces numériques de travail et d'évaluer l'impact de cette expérimentation auprès des publics concernés.

Cette opération associant le Ministère, le Rectorat et le Conseil général répond ainsi à plusieurs objectifs : la diminution du poids du cartable, la mise à disposition de ressources numériques innovantes et le développement des usages des TIC.

Les Parties ont donc souhaité se rencontrer afin de préciser dans la présente convention les conditions d'octroi du soutien du Ministère et leurs engagements respectifs.

Article 1 : Description générale

L'expérimentation, objet de l'engagement des Parties, cible une vingtaine de départements, répartis sur douze académies, ayant initié une démarche de généralisation d'ENT dans leurs collèges. Dans chacun de ces départements ont été retenus deux à quatre collèges dans lesquels toutes les divisions de 6^e sont concernées.

L'expérimentation vise à permettre à ces élèves de 6^e et à leurs enseignants de disposer au collège de leurs manuels sous forme uniquement numérique, tout en conservant la version papier à domicile, avec un accès possible à la version numérique via l'ENT.

Le Ministère, le Rectorat et le Conseil général participent, chacun dans leur domaine d'intervention, à la mise en œuvre de l'expérimentation.

Pour les élèves et les enseignants, au-delà de l'allègement du poids du cartable, il s'agit d'expérimenter les nouveaux usages permis par les TIC, d'où la nécessaire mise en place par les collectivités territoriales d'équipements dans les établissements retenus.

L'évaluation prévue permettra de mieux appréhender l'usage des services numériques dans ces établissements et de mieux connaître l'impact de ces nouvelles formes de diffusion des ressources pédagogiques.

Article 2 : Objet

La présente convention a pour objet :

– l'engagement du Ministère

- accorder une subvention au Rectorat afin de permettre l'accès aux manuels numériques aux élèves de 6^e et professeurs des disciplines concernées ; versée en une fois au Rectorat d'ici fin juin 2009, elle est destinée aux collèges impliqués dans le département pour l'acquisition des licences des manuels numériques choisis par ces établissements qui seront valides quatre ans ;
- mettre en place un suivi national de l'expérimentation, une aide à l'accompagnement, une liste de diffusion pour les échanges et assurer la communication autour du projet sur le plan national ;
- produire et diffuser auprès du Rectorat et du Conseil général, au plus tard fin 2010, un rapport de synthèse évaluant l'opération.

– l'engagement du Rectorat

- reverser aux collèges du département qui participent à l'expérimentation leur part respective de la subvention allouée par le Ministère ;
- leur attribuer les crédits nécessaires à l'achat des versions papier de ces mêmes manuels ;
- coordonner et accompagner le projet avec le Conseil général et les différents acteurs, sous la responsabilité du CTICE de l'académie, c'est-à-dire :
 - participer au choix des collèges ;
 - organiser une réunion de présentation et de promotion du projet par collège retenu ;
 - s'assurer que l'organisation adoptée pour les 6^{es} dans ces collèges soit adaptée afin d'optimiser les usages des manuels numériques en classe ;
 - nommer un référent académique pour le suivi opérationnel du projet ;
 - nommer un référent pédagogique (IA-IPR) pour l'accompagnement des usages novateurs créés par les équipes, la mutualisation des bonnes pratiques et l'initialisation des formations pour favoriser le déploiement de tels usages l'année suivante ;
 - contribuer à l'évaluation de l'expérimentation réalisée par le Ministère.

– l'engagement du Conseil général

en ce qui concerne chaque collège retenu :

- équiper ou compléter l'équipement déjà existant d'au moins un Tableau Blanc Interactif (TBI) par division de 6^e et d'un ordinateur associé à chaque TBI ;
- permettre l'accès aux manuels numériques depuis des espaces différents dans le collège grâce à des matériels informatiques connectés à Internet : CDI, salle multimédia, salle de permanence ;

- assurer un débit internet suffisant à chaque collège pour le bon déroulement de l'expérimentation : au minimum 2 MB garantis en entrée et 1 MB en sortie ;

et pour au moins l'un de ces collèges concernés :

- mettre en place une organisation qui permette également l'accès individuel des élèves aux manuels numériques dans les salles de classe, avec la possibilité de travailler sur un poste informatique pour deux élèves

le coût de tous ces équipements assurés par le Conseil général n'excédant pas un montant total de 59 000 € (cinquante-neuf mille euros).

Article 3 : Règlement

La subvention définie dans l'article 2 est d'un montant de 15 600 € (quinze mille six cents euros). Elle est calculée sur la base de 1 300 € (mille trois cents euros) par division de 6^e et versée à l'académie pour les collèges du département indiqués dans l'annexe 1.

Le versement de la somme précitée de 15 600 € (quinze mille six cents euros) sera effectué par le Ministère après notification de la présente convention.

La dépense est imputable au programme 214. Le comptable assignataire est le Contrôleur budgétaire et Comptable ministériel.

Article 4 : Durée

La présente convention prend effet à la date de notification et restera en vigueur jusqu'à la fin de l'année scolaire 2009-2010.

Article 5 : Obligations générales

Les Parties s'obligent mutuellement à se tenir informées des difficultés éventuellement rencontrées dans la réalisation de l'expérimentation, pour qu'ensemble elles puissent rapidement décider des solutions adaptées à la résolution des problèmes concernés.

Les Parties garantissent la bonne fin de l'exécution de leurs obligations dans le cadre de l'expérimentation sauf en cas de force majeure ou en cas d'annulation ou de cessation de l'expérimentation pour une cause indépendante d'eux.

Article 6 : Obligations particulières

Le Rectorat aura la charge de faire signer, avant fin juin 2009, par chaque collège cité dans l'annexe 1, un document d'engagement reprenant les éléments cités dans l'annexe 2.

Article 7 : Communication

La promotion du présent accord sera assurée conjointement par les Parties. Il est bien entendu que cette collaboration ne pourra pas faire l'objet, sur quelque support que ce soit, d'une communication de nature événementielle ou promotionnelle à la presse écrite, générale ou spécialisée, télévisée, radiophonique, numérique ou « on line », sans en avertir préalablement les Parties qui pourront réserver leur autorisation si elles le jugent utile.

Pour toute action promotionnelle, le contenu des messages publicitaires, la dimension ou la disposition des caractères et graphismes du nom ou du logo de chaque Partie devront être présentés de telle sorte qu'il ne puisse pas y avoir, de manière évidente, de confusion dans l'esprit du public sur la nature des relations établies dans le cadre des présentes.

Article 8 : Force majeure

Le cas de force majeure suspend les obligations nées de la convention pendant toute la durée de son existence. Toutefois, si le cas de force majeure avait une durée d'existence supérieure à six mois, il ouvrirait droit à résiliation simple et immédiate de la convention par l'une ou l'autre des Parties, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux tribunaux.

Article 9 : Résiliation

La présente convention, conclue pour l'année scolaire 2009-2010, peut être résiliée de plein droit par le Ministère, le Rectorat ou le Conseil général à tout moment, sans formalité judiciaire et sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels ils pourraient prétendre, dans le cas où une Partie manquerait à ses obligations contractuelles.

La résiliation prendra effet 30 (trente) jours après la date d'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en 3 (trois) exemplaires, Paris le

Pour le ministère de l'Éducation nationale	Pour le rectorat de l'académie de Strasbourg	Pour le conseil général du département du Haut-Rhin
Le sous-directeur des technologies et de l'information et de la communication pour l'éducation	Le Recteur	Le Président
Jean-Yves Capul	Claire Lovisi	Charles Buttner

Annexe 1– Les collèges du département participant à l'expérimentation

Nom du collège participant à l'expérimentation	Nombre de divisions de 6 ^e
Collège Forten – Saint-Louis	5
Collège Lucien Herr – Altkirch	7
Nombre total de divisions de 6 ^e dans les collèges impliqués	12

Annexe 2 – Éléments d'engagement pour le collège participant à l'expérimentation

Le collège (*nom et adresse du collège*) qui participe à l'expérimentation « Manuels numériques et ENT » s'engage à :

- nommer un référent de l'établissement pour l'expérimentation et mobiliser une équipe pédagogique autour des usages numériques des manuels en classe ;
- tenir les conseils d'enseignement avant le 10 juin 2009, afin de respecter le calendrier de choix des manuels ;
- choisir des manuels numériques en 6^e dans quatre disciplines ;
- acquérir les licences numériques de ces manuels pour tous les élèves de 6^e et les enseignants concernés dont le documentaliste, sur les crédits spécifiques alloués au collège par le Rectorat ;
- intégrer l'expérimentation par son référencement progressif dans les documents liant l'établissement à l'Académie (contrat d'objectifs, projet d'établissement...) ;
- présenter en conseil d'administration la participation du collège à cette expérimentation (CA de rentrée).

Fait à, le.....

Le Principal du collège

M. (*nom*)

(*Signature et cachet de l'établissement*)